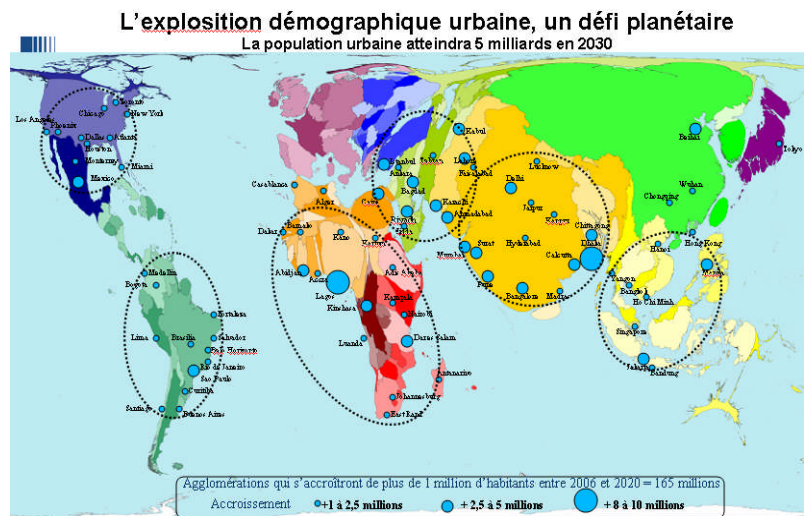
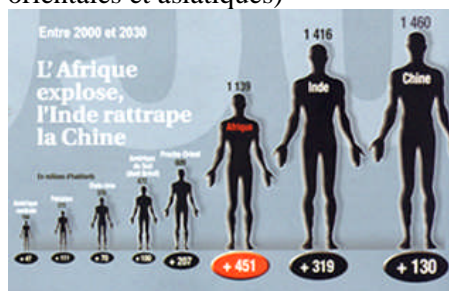




Compte rendu de la rencontre du 11 décembre 2009 « Les entreprises agroalimentaires et la sécurité alimentaire mondiale »

A l'invitation de la CIIA, plus de 70 personnalités (diplomates d'Espagne, Madagascar, Syrie et Tunisie, cadres et dirigeants d'entreprises, fonctionnaires et enseignants-chercheurs) ont débattu à Paris durant plus de deux heures sur le thème « Les entreprises agroalimentaires et la sécurité alimentaire mondiale ».

Pour introduire le débat, le Secrétaire général de la CIIA a souligné l'importance du défi de la sécurité alimentaire des populations urbaines (un million de consommateurs supplémentaire par semaine et un développement explosif de nombreuses agglomérations africaines, orientales et asiatiques)



Il a conclu cette introduction avec les deux propositions de la CIIA :

- d'une part affecter une part significative de l'aide au développement à l'aide aux investissements de collecte, de stockage, de transformation et de conditionnement des produits agricoles locaux, notamment à ceux qui sont susceptibles de constituer des éléments structurants de pôles régionaux de développement durable compétitifs
- d'autre part créer un centre de formation professionnelle continue à distance pour les cadres et techniciens des PME agroalimentaires

Mme Mella Frewen, Directrice générale de la Confédération des Industries Agricoles et Alimentaires de l'Union européenne (CIAA) a rappelé la définition de l'expression « la sécurité alimentaire » qui déborde la sécurité sanitaire des aliments, puis en a décliné les conséquences. Elle a ensuite présenté les actions initiées et promues par les entreprises agroalimentaires européennes. Elle a, en particulier, signalé la création par 23 grandes entreprises européennes d'un forum consacré à l'agriculture durable sur le site <http://www.saiplatform.org>

Selon elle, il faut trouver un équilibre entre l'objectif de la sécurité alimentaire et la libéralisation des échanges en relevant qu'il y a un lien, une corrélation entre sécurité alimentaire et stabilité politique. Elle a, par ailleurs, estimé que les Européens ne doivent pas se comporter comme des enfants gâtés suralimentés et que l'Europe doit faire attention dans ses décisions d'exigences normatives ; en effet, ses décisions influencent le comportement des pays producteurs qui souhaitent non seulement satisfaire les besoins de leur population mais également exporter une partie de leur production, ce qui peut les décourager à adopter de nouvelles technologies, en particulier dans le domaine des « biotechs ».



M. Hervé Lejeune, Directeur général adjoint et chef de cabinet de la FAO, a dépeint à grands traits de nombreux aspects de la sécurité alimentaire mondiale. Tout d'abord, à propos de la crise alimentaire de 2008, l'impact des biocarburants a été surévalué dans la flambée des prix (les calculs montrent en effet qu'ils expliqueraient 10 à 15 % de la hausse si tous les projets actuels étaient mis en œuvre). S'il y a eu spéculation sur les marchés de matières premières agricoles, c'est qu'il y avait des espaces d'intérêt pour la spéculation du fait du déséquilibre croissant depuis plusieurs années entre l'augmentation des besoins et celle de l'offre. Par ailleurs, alors que 70% des pauvres sont des ruraux, les émeutes ont frappé les villes. La cause profonde de ces manifestations violentes en a été l'incapacité des pays les moins avancés à réagir à la hausse des prix. De plus, faute d'avoir investi pendant plusieurs décennies dans l'agriculture, ces pays ont été incapables d'accroître la production pour tirer profit des prix élevés, contrairement à ce qu'on fait les agriculteurs des pays développés et émergents.

M. Lejeune a ensuite souligné que pour satisfaire les besoins de 3 milliards d'habitants supplémentaires dont la moitié en Afrique d'ici 2050 (date à laquelle la population mondiale devrait plafonner avant de se contracter), il faut accroître la production agricole mondiale de 70% et doubler celle des pays en développement. 80% de la demande devra être satisfaite par la production vivrière locale et 20% par le commerce international alimenté par les pays développés. Tous les potentiels devront donc être exploités et les prix alimentaires devraient augmenter sur le long terme. D'ailleurs, il faut remarquer que les prix des produits vivriers, en particulier du riz, sont restés élevés. De plus, la proportion d'urbains va passer de 50 à 70%, avec d'intenses courants d'émigration intranationaux et internationaux avec des conséquences notables sur la répartition géographique des forces de travail.

M. Lejeune a rappelé un constat de bon sens : la baisse du pouvoir d'achat entraîne simultanément une réduction des quantités achetées et de l'exigence de qualité par le consommateur. Or, la baisse de qualité des aliments entraîne une progression de la malnutrition et des maladies chroniques, l'obésité étant due en grande partie à un déséquilibre alimentaire. A ce propos, M. Lejeune a incité les participants à faire attention à ne pas imposer les visions culturelles occidentales car certaines cultures valorisent socialement l'obésité.

Pour l'approvisionnement des villes, il est relevé que les importations posent moins de problèmes logistiques mais elles sont plus sensibles aux fluctuations du marché mondial alors que pour celui des populations rurales, les problèmes de logistique laissent la place à ceux de l'accès au foncier et à l'eau. De plus, le développement des productions agricoles urbaines et périurbaines doit être intégré dans les politique d'aménagement urbain (risques sanitaires accrus en cas de non traitement des eaux usées, risques accrus de transmission des maladies animales à l'homme...)

L'actualité du Sommet de Copenhague incite à s'interroger sur les modes d'évaluation des effets de serre qui semblent peu rigoureux sur le plan scientifique (multiples doubles comptes le long des filières d'activités) alors que les marges d'incertitudes oscilleront entre 50 et 80%. Il est en particulier curieux, pour l'agriculture comme pour la forêt, de ne compter que les émissions brutes à effet de serre, sans tenir compte de son rôle simultané de puits de carbone par la photosynthèse...

De même, il est observé que le micro-crédit et la micro-assurance agricoles sont les parents pauvres de la micro-finance. De plus, certaines ONG voudraient que ces systèmes restent artisanaux, alors qu'il faudrait peut être l'intervention des professionnels de la finance pour qu'ils se diffusent très largement.

Après avoir rappelé que de nombreuses analyses démontrent que les investissements en agriculture sont le moteur le plus efficace en matière de développement économique avec un effet de levier 3 à 4 fois plus



élevé que la moyenne, M. Lejeune a fait quelques commentaires à propos du Sommet mondial de la sécurité alimentaire qui s'est tenu à Rome en novembre. Outre que les médias n'ont pas relevé la participation très active des gouvernements des pays d'Afrique et d'Asie, ni la confirmation des engagements financiers pris par les pays développés à Aquila en juillet, les débats y ont montré que la géopolitique évolue très vite (la Banque Européenne de Développement prête 1,5 milliard pendant que la Banque mondiale n'en prête qu'un).

M. Lejeune saisit l'occasion de la rencontre et dément formellement que la FAO ait déclaré que l'agriculture « bio » est capable à elle seule de nourrir le monde. Il ajoute d'ailleurs que la France s'isole par rapport au reste du monde dans son refus dogmatique des OGM et qu'on ne peut pas exclure les « produits issus de la transgénèse » si on veut éradiquer la faim et la malnutrition dans le monde (un enfant meurt actuellement toutes les 6 secondes par suite de malnutrition).

Sur un autre registre, un participant a relevé avec l'approbation d'autres participants que l'OMC, arguant qu'elle est de la compétence de la FAO, n'intègre pas la question de la sécurité alimentaire dans les négociations sur le commerce international. Au final, il y a un problème de cohérence dans les décisions des organismes onusiens.

Un autre a remarqué qu'il faut savoir tirer les leçons à la fois des "success stories", mais aussi des échecs, chaque situation locale étant singulière.

De son côté, le chef de cabinet du ministre de l'agriculture tunisien a appuyé la première proposition de la CIIA d'affecter une partie significative de l'aide au développement aux investissements de collecte, de transformation, de conditionnement et de distribution des produits agricoles locaux. De plus, soutenu par d'autres participants, il a souhaité que la réflexion soit prolongée par d'autres rencontres de même nature et que soient soutenues les actions de transfert de savoir-faire pour valoriser les produits des pays en développement. Ce dernier vœu rejoint la 3ème résolution votée par l'Assemblée générale de la CIIA d'étudier la faisabilité de créer un centre de transfert et de formation professionnelle continue à distance. L'Institut Agronomique Vétérinaire Hassan II de Rabat serait candidat pour réaliser un tel projet en partenariat avec la CIIA.

Après un débat aussi riche, M. RIOZ LOPEZ, représentant de l'Espagne, a eu la lourde tâche d'en faire la synthèse. En guise de conclusion, il s'est référé à la maxime de Confucius selon laquelle il est préférable d'apprendre à un homme à pêcher plutôt que de lui donner un poisson, en ajoutant que les entreprises agroalimentaires lui permettront de le conserver pour qu'il puisse nourrir ceux qui l'entourent.



Participants

Prénom	Nom	Organisme	Fonction
Mounir	Boumessouer	Ministère Agriculture et Ressources Hydrauliques de Tunisie	Directeur du Cabinet
Marie-Noëlle	Bourquin	ISO	Technical Group Manager
Isabelle	Caillard	AgroParisTech	Directrice formation continue
Sabine	Carantino	RLF	Journaliste
Jean-Pierre	Carlier	JP4C	Consultant
Enrique	Castañé	Ambassade d'Espagne	Conseiller
Fares	Charbel	Ecole Lasalle-Beauvais	Professeur
Gilles	Couegnas	Assoc. Anciens de l'ENSIA	Président
Bernard	Dangla	Biofournil	Directeur du Développement
Gilles	Dangla		Consultant
Guy	Dardenne	Revue IAA	Conseiller d'édition
Michel	De Saint Albin	Agra Alimentation	Rédacteur en chef
Patrice	De Vernou	CIRAD-DREI	Chargé de mission
Joseph	Domenech	CGAEER	Inspecteur général
Luc	Domergue	LDC Conseil	Associé fondateur
Medhi	Drissi	FAO	Chef du bureau d'information Paris
Philippe	Ducroquet	Unigrains	Directeur général
Catherine	Esnouf	INRA	Directrice scientifique adj.
Yann	Fichet	Monsanto Agriculture France	Directeur des Affaires institutionnelles
Anne	Foucault	CIIA	Responsable Formations
Michel	Foucault	CIIA	Secrétaire général
Mella	Frewen	CIAA	Directrice générale
Vincent	Gallego	Agrana Fruit France	Directeur général délégué
Philippe	Girardon	Air Liquide	Directeur technologie IAA
Eric	Giry	Ministère de l'Agriculture-DGPAAT	Chef de service
Geneviève	Goubin	Liquides & Conditionnement	Rédactrice en chef
Yvonne	Harz-Pitre	Agrofresh	Responsable Communication
Daniel	Heudron	Draaf Normandie	chargé de mission
Mustapha	Ismaili Alaoui	Inst. Agro. et Vétérinaire Hassan II	Professeur
Philippe	Jachnick	CNIEL	Conseiller Affaires internationales
Jean-Paul	Jamet	CNPA	Secrétaire général
Evelyn	Le Beller	Agence Klaxon	Journaliste
Hervé	Lejeune	FAO	Directeur général adjoint
Séverine	Lobeau	Cercle Emploi Uniagro	Ingénieur agroalimentaire
Philippe	Mangé		IGGREF honoraire
Xavier	Meignien	IIFIIR	directeur délégué



Martine	Ménéroud	CGAEER	Inspectrice générale
Kazuaki	Miyagishima	OIE	Chef service scientifique et technique
Najib	Elji	Ambassade de Syrie	1 ^{er} Secrétaire
André	Nil	CGAEER	IGPEF
Anne	Pacquet	Crédit Agricole SA	Responsable filières IAA
Jean-Luc	Perron	Fondation Grameen-Credit Agricole	Chargé de mission
Remi	Pin	Revue Process	Journaliste
Nicolas	Rakotontrasoa	Ambassade de Madagascar	Chargé d'affaires
Fleurette	Razanakoto	Ambassade de Madagascar	Conseiller économique
Ernesto	Rioz	Ministerio del Medio Ambiente, Rural y Marino de España	Subdirector General
Bruno	Roney	CNIEL	Chef de projet marketing
Laurent	Rosso	AgroParisTech	Directeur général adjoint
Sujiro	Seam	Ministère des Affaires étrangères-DGM	S/Directeur SADE représentant M. Masset, DG de la Mondialisation
Mylène	Testut	Ministère de l'Agriculture-DGPAAT	Chef bureau Développement et Organisations internationales
Pierre	Texier	CGAEER	IGGREF
Michel	Thibier	CGAEER	Inspecteur général
Sophie	Villers	CGAEER	Présidente Commission internationale
Florin	Vlad	Ambassade de Roumanie	1 ^{er} Secrétaire
Ariane	Voyatzakis	OSEO	Responsable secteur IAA
Francis	Willequet	Ecole Lasalle-Beauvais	Professeur

Excusés

Prénom	Nom	Organisme	Fonction
Sylvie	Alexandre	CGAEER	Ingénieur général
François	Attali	Sodiaal	Directeur marketing stratégique
Dominique	Barjolle	AGRIDEA	Directrice générale
Gwenola	Bertoluci	AgroParistech	Professeur
François-Henri	Bolnot	ENVA	Directeur délégué Action internationale
Yanne	Boloh	Phileas Info	Journaliste
Jacques	Breger	ENGREF	Directeur des études
Nicolas	Bricas	CIRAD	Chercheur
Véronique	Brugière	IAA	Journaliste
Makalé	Camara	Ambassade de Guinée	Ambassadeur
Antoine	Campredon	Club i3A	Président
Bernard	Charpentier	CGAEER	chargé de mission
Michel	Clavé	Crédit Agricole SA	Directeur général



Philippe	de Villiers	Parlement européen	Député
Madiambal	Diagne	Le Quotidien	Journaliste
Jean-Yves	Dupré	CGAEER	IGGREF
Sandrine	Dury	CIRAD	Chercheuse
Patrick	Dysseler	HELB	Président Directeur
Barry	Fatoumata	Ambassade de Guinée	Conseillère
Nathalie	Gocha	Agrofresh	Directrice Marketing
Charles	Goerens	Parlement européen	Député
Marion	Guillou	INRA	Présidente Directrice générale
Caroline	Halfen	Crédit Agricole SA	Responsable IAA
Patrick	Herbin	CIRAD	Directeur régional
Cécile	Heuzey	FESIA	Chargée de mission
Jean	Kremer	EUVEPRO	Secrétaire général
Christophe			
Bernard	Lacan		consultant
Frédéric	Lançon	CIRAD	Chercheur
Jean-Pierre	Lebrun	CGAEER	IGGREF Chef de projet
Valérie	Leydet	DGAL	Chef de mission valorisation
Emmanuel	Marchant	Danone Communities	Directeur général
Gérard	Matheron	CIRAD	Directeur général
Claude R.	Morand-Fehr	AgroProm	Président
Pierre	Morand-Fehr	INRA	directeur de recherche
	Pare-		
Aïnhua	Chamontin	AgroParistech	Responsable des Advanced Masters
Marie-Pierre	Quessette	AgroParisTech	Directrice de la Communication
Solo-Prosper	Rabemantsoa	Ambassade de Madagascar	Conseiller économique
Jérôme	Sequier	Ministère de l'Economie, Industrie et Emploi-DGTPE	Adj. Chef bureau Politique agricole extérieure, commerce et développement
Pierre	Sirbat	Crown Europe	Vice-Président
Bernard	Tanous	Cabinet Tanous	Gérant
Christian	Taupiac	CGAEER	IGGREF
Gabriel	Trenzado	Cooperativas agro-alimentarias de España	Coordinador de Asuntos de la UE
Marie-Christine	Vuylsteker	Synpia	Gérante